

Tou-te-s ensemble contre la répression, pour la justice sociale

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 28 / 03 / 2019

L'Acte 19 des Gilets jaunes restera marqué par les images de cette militante niçoise d'ATTAC, Geneviève Legay, 73 ans, violemment chargée par la police et grièvement blessée à la tête alors qu'elle manifestait pacifiquement, le drapeau de la Paix à l'épaule. C'est tout un symbole, celui de la répression féroce du gouvernement Macron-Philippe contre le mouvement des Gilets jaunes qui continue encore et toujours à lutter pour la justice sociale, écologique et les droits démocratiques.

Le macronisme, un autoritarisme sans précédent

Les « grands » médias en parlent peu, Macron et son gouvernement ont pris un tournant autoritaire sans précédent : utilisation de l'armée pour le maintien de l'ordre, adoption de la «loi anti-casseur» qui remet en cause le droit de manifester, arrestations préventives décidées par le préfet, utilisation d'armes « à létalité réduite » contre des milliers de manifestant-e-s ...

Depuis le début de la mobilisation des Gilets Jaunes, 8700 personnes ont été placées en garde à vue, 2000 ont été condamnées dont 800 à des peines de prison ferme. Près de 1800 sont en attente de jugement. Les violences policières ont tué une personne – Zineb Redouane, 80 ans, touchée au visage par une grenade lacrymogène – et blessé des milliers d'autres, dont 222 blessées à la tête, 22 éborgnées et 5 mains arrachées ... Plus de 500 signalements de violences policières, mais aucune condamnation, ni même aucun jugement !

Pour nos libertés, unité contre les violences policières

Il y a urgence à lancer une vaste campagne unitaire pour dénoncer cette politique et imposer :
- une amnistie générale et sans condition pour toutes les Gilets jaunes victimes de la répression policière et judiciaire exercée par le gouvernement Macron ;

- l'abandon et l'interdiction de toutes les armes dites non-létales mais dont l'utilisation conduit à des mutilations ou à des morts, telles que les flash-balls et les grenades de désencerclement ;

- toute la lumière sur les chaînes de commandement responsables des violences policières ayant abouti à des blessures de manifestant-e-s.

- le retrait de la dite « loi anti-casseur » qui est une remise en cause totale du droit de manifester.

Vers un grand mouvement d'ensemble

Samedi dernier, malgré les menaces de répression du gouvernement, nous étions plus nombreuses et nombreux dans la rue que la semaine précédente. Et le mouvement des Gilets jaunes reste soutenu par une majorité de la population. Après la journée de grève et de manifestations du 19 mars, dans beaucoup d'entreprises ou de services publics (comme dans le secteur de l'éducation nationale), des grèves locales se multiplient contre la casse sociale, pour de meilleures conditions de vie. En particulier, c'est d'une hausse générale de tous les revenus dont nous avons besoin : une augmentation des salaires de 300 euros et un SMIC à 2000 euros net. Un minimum pour vivre dignement !

Dans la jeunesse, une nouvelle génération se lève pour la justice climatique, remettant en cause le capitalisme et son productivisme destructeur. En Algérie, c'est tout un peuple qui se mobilise pour dégager le système. Ces mobilisations montrent qu'en ce début de printemps, la perspective reste bien la construction d'un grand mouvement d'ensemble des travailleurs/euses et des jeunes : des grèves, des blocages, des manifestations, pour mettre en échec Macron, son gouvernement et le patronat.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



RETRAITES: L'ENFUMAGE DU MAINTIEN DE L'AGE LEGAL

Pas hostile à l'idée de reculer l'âge légal de départ à la retraite (actuellement 62 ans), la ministre de la santé Agnès Buzin a fait machine arrière depuis. De l'enfumage ! Avec les réformes précédentes, un jeune né après 1973 commençant à travailler à 22 ans doit accumuler 43 ans de cotisations. Impossible pour lui de partir avant l'âge de 65 ans. Avec la réforme « par points » de Macron, la valeur du point sera recalculée chaque année afin d'équilibrer les ressources en cotisations et les pensions à verser. La baisse des cotisations patronales et l'augmentation du chômage diminuera la valeur du point donc le montant des pensions : plus besoin de reculer l'âge légal de départ à la retraite, pour faire travailler les futurs retraités plus longtemps.

GHOSN-PELATA-MACRON : 3 DIRIGEANTS VISIONNAIRES

Le 13 mars, sur le plateau de BFM, Pelata, ancien DG du groupe Renault s'est exprimé sur les malversations et abus de confiance dont est accusé Carlos Ghosn. Ce dernier dénonce un complot de Nissan. Mais pour Pelata, « toute l'histoire de la théorie du complot est bidon ». Concernant le système Ghosn, il en profite pour dire que tout le monde savait. Coup de pied de l'âne à l'ex N°1 de son ex-N°2, avec qui il avait décidé en 2008 de supprimer 6.000 emplois chez Renault. Avant de servir de fusible en 2011, dans la soi-disant affaire des « espions ». En 2018, Macron l'a chargé d'un rapport sur la voiture autonome et les nouvelles mobilités. Tous des dirigeants visionnaires.

ÉTAT D'URGENCE POUR LA FILIERE DIESEL !

Selon les constructeurs automobiles, 10 000 à 15 000 emplois sont menacés sur les 37 500 de cette filière, dont 5 500 à court terme. Ils en sont responsables, eux et les gouvernements. Alors que les dangers des particules fines du diesel sont depuis longtemps dénoncés par l'Organisation Mondiale de la Santé, ils ont triché et incité à acheter des véhicules diesel. Garantir l'emploi pour tou(te)s est un préalable non négociable à la reconversion inéluctable de la filière. On ne l'obtiendra que par une mobilisation d'ampleur. Aux pollueurs-tricheurs de payer !

**ENFUMAGE :
DIESELGATE
GRAND DEBAT
RETRAITES ...**



APRES FORD BLANQUEFORT, BOSCH A RODEZ ?

Avec 1 500 salariés, l'usine Bosch de Rodez est de la taille de celle de Ford à Blanquefort. Elle produit des injecteurs et bougies de moteurs diesel. Faute de commandes des constructeurs, tous les lundis la fabrication est stoppée et les employés priés de rentrer chez eux. L'arrêt de lignes de montage avec la mise en place d'une seule nouvelle ligne de production d'injecteurs common rail entraîne 50 à 60 jours d'arrêt de production. À compter d'avril, le chômage partiel entraînera une perte moyenne de 30 euros par salarié et par jour chômé. Pas de nouvelles activités : Bosch se désintéresse complètement des emplois menacés et le gouvernement ne fait que causer. Encore un exemple de l'incapacité du marché capitaliste à organiser la diversification-reconversion pour garantir l'emploi.

10 PLUS HAUTS SALAIRES RENAULT : + 15,6% !

« Des talents que l'on est allés chercher à l'extérieur » (la DRH).
Tous nos salaires bloqués, c'est par manque de « talents » ?

VOITURES ELECTRIQUES, PAS ENCORE DANS LES RUES

Après le tout-essence, le tout-électrique ? Cela ne changerait pas grand-chose au climat car globalement, de la fabrication de la voiture et des batteries jusqu'à la mise à la casse, électrique et thermique se valent. Mais pour le patron de Volkswagen, fabriquer un véhicule électrique demande un tiers de travail en moins que son équivalent thermique et il faudra supprimer des postes. Pourquoi pas réduire le temps de travail et embaucher ? Progrès pour nous tous ou profit pour certains, il faut choisir.

LES EMPLOIS PSA ET RENAULT DIVISES PAR 2 EN 20 ANS

Avec la fermeture des sites d'Hérimoncourt et St Ouen, PSA veut encore une fois tailler dans les effectifs. PSA est sur la trace de Renault qui sous la houlette du tandem Ghosn-Bolloré a fait encore plus fort : les effectifs en France sont descendus en dessous de 50 000. Ceci pour augmenter la productivité au mépris des conditions de travail, abusant de l'intérim dans le seul objectif de servir de juteux dividendes aux actionnaires. Alors que les progrès techniques permettraient une vraie réduction du temps de travail et des embauches correspondantes en CDI.

NETTOYAGE : RENAULT VEUT FAIRE LE MENAGE ?

C'est la période des appels d'offres Renault pour les contrats de nettoyage. L'arrestation ce 15 mars d'un « responsable de site » d'une société de nettoyage à l'usine de Cléon pour trafic de pièces détachées (turbos et pompes à eau) tombe à pic pour « faire jouer la concurrence ». Les costs-killers des achats se frottent les mains. Pas plus que nous avec Ghosn, le personnel des entreprises sous-traitantes doit faire les frais des turpitudes de leur patron. Au TCR comme sur tous les sites, les salarié(e)s du nettoyage devraient être embauchés avec un CDI Renault.

DE PARIS A ALGER, SOLIDARITE !

Le mouvement qui a débuté le 22 février en Algérie ne cesse de prendre de l'ampleur : des millions de manifestant(e)s, toutes générations réunies, défilent dans toutes les villes du pays. Bouteflika a renoncé à sa 5^{ème} candidature sous la pression populaire, tout en gardant le pouvoir. La colère n'est pas prête de retomber et a évolué en revendications contre le pouvoir corrompu, pour la justice sociale, pour la répartition des richesses et la création d'une assemblée constituante démocratique. La révolte monte encore d'un cran avec des grèves dans différents secteurs et la volonté d'étendre la grève partout. Comme on a pu le lire sur des pancartes lors des manifestations, "Macron soutient Bouteflika, les algériens soutiennent les gilets jaunes - Solidarité internationale !"

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%) :
vous versez 30 euros, vous récupérez 20 euros.

Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009